

**Art. 2.** L'arrêté royal du 17 octobre 1991 déterminant le cadre des rédacteurs et des employés des greffes des cours d'appel, est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Le Ministre du Budget,  
H. VAN ROMPUY

**Art. 2.** Het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de opstellers en van de beambten van de griffies van de hoven van beroep, wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

De Minister van Begroting,  
H. VAN ROMPUY

#### MINISTERE DES FINANCES

F. 99 — 2543

[C — 99/03392]

**3 JUIN 1999.** — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne l'Office central de crédit hypothécaire, la loi coordonnée du 24 décembre 1996 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que le Gouvernement à l'honneur de soumettre à Votre signature vise à modifier certaines dispositions légales relatives à l'Office central de crédit hypothécaire (désigné ci-après « l'OCCH »). Le présent arrêté est pris en application des articles 2 et 4 de la loi du 23 avril 1999 relative à l'éventuelle cession par la Société fédérale de Participations de ses actions de l'OCCH (ci-après « la loi »).

En réponse à la première remarque du Conseil d'Etat, il y a lieu de relever que la démarche imposée par l'article 3bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à savoir la communication du présent arrêté aux Présidents des Chambres législatives ne saurait empêcher sa signature par Votre Majesté, en ce qu'elle ne constitue un préalable qu'à sa publication. Il est toutefois entendu que l'arrêté ne sera publié au *Moniteur belge* qu'après avoir été communiqué aux Présidents de la nouvelle Chambres des Représentants et du nouveau Sénat qui seront issus des élections du 13 juin 1999.

L'article 2, alinéa 3 de la loi précitée Vous permet, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, de charger la Société fédérale de Participations d'organiser l'apport par l'OCCH d'une partie de ses activités à une filiale de droit privé, en vue de céder tout ou partie des actions de celle-ci. L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi Vous permet également de charger la Société fédérale de Participations de la cession de tout ou partie des actions qu'elle détient dans l'OCCH, mais les contacts exploratoires qui ont été menés à la suite d'un appel d'offres publié dans la presse belge et internationale en septembre 1998 ont démontré que cette formule ne permettrait pas d'aboutir à un résultat, compte tenu de la structure actuelle des actifs et des passifs de l'OCCH.

Pour réaliser les opérations visées à l'article 2, alinéa 3 de la loi, l'article 4 Vous permet, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, de « prendre toutes les mesures utiles, et, le cas échéant, modifier ou abroger les dispositions légales applicables à l'OCCH, en vue de : 1° régler les modalités des opérations nécessaires, en ce compris (...) b) des apports ou cessions d'actifs, de passifs ou de branches d'activité (...) et c)... la souscription à des augmentations de capital de l'OCCH... contre espèces ou apports en nature ».

#### MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 99 — 2543

[C — 99/03392]

**3 JUNI 1999.** — Koninklijk besluit tot wijziging van, voor wat betreft het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet, de gecoördineerde wet van 24 december 1996 tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het U door de Regering ter ondertekening voorgelegde koninklijk besluit beoogt bepaalde wettelijke bepalingen met betrekking tot het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet (hierna aangeduid als « CBHK ») te wijzigen. Huidig koninklijk besluit is genomen in toepassing van de artikelen 2 en 4 van de wet van 23 april 1999 betreffende de eventuele overdracht door de Federale Participatiemaatschappij van haar aandelen in het CBHK (hierna « de wet »).

In antwoord op de eerste bemerking van de Raad van State dient opgemerkt dat de maatregel opgelegd door artikel 3bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State te weten de mededeling van onderhavig besluit aan de Voorzitters van de Wetgevende Kamers staat zijn ondertekening door Uwe Majesteit niet in de weg in de mate dat zij enkel een voorwaarde voor publicatie uitmaakt. Het is echter duidelijk dat het besluit pas gepubliceerd zal worden in het *Belgisch Staatsblad* wanneer het meegedeeld zal zijn aan de Voorzitters van de nieuwe Kamer van volksvertegenwoordigers en van de nieuwe Senaat zoals die uit de verkiezingen van 13 juni 1999 zullen voortvloeien.

Lid 3 van artikel 2 van voormelde wet laat U toe, om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de Federale Participatiemaatschappij te gelasten met de organisatie van de inbreng door het CBHK van een deel van zijn activiteiten aan een dochtervennootschap naar privaat recht, met het oog op de overdracht van alle of een gedeelte van de aandelen van deze laatste. Lid 1 van artikel 2 van de wet laat U eveneens toe om de Federale Participatiemaatschappij te gelasten met de overdracht van alle of een gedeelte van de aandelen dat zij aanhoudt in het CBHK, maar de verkennende gesprekken die hieromtrent gevoerd werden naar aanleiding van een uitnodiging tot het indienen van een bod gepubliceerd in de Belgische en internationale pers in september 1998, hebben aangetoond dat deze mogelijkheid niet tot een goede einde kon worden gebracht omwille van de huidige structuur van de activa en de passiva van het CBHK.

Om de verrichtingen bedoeld in lid 3 van artikel 2 van de wet te realiseren, laat artikel 4 U toe, om bij een in Ministerraad overlegd besluit « alle nuttige maatregelen te treffen, en desgevallend de op het CBHK toepasselijke wettelijke bepalingen te wijzigen of op te heffen, ten einde : 1° de regels vast te leggen voor de nodige verrichtingen, met inbegrip van (...) b) de inbreng of overdracht van activa, passiva of bedrijfstakken (...) en c)...de inschrijving in geld of in natura op kapitaaloverhogingen van het CBHK... ».

Le projet qui est soumis à Votre signature veille à régler différents aspects d'un possible apport par l'OCCH de tout ou partie de ses actifs et passifs à une filiale de droit privé à constituer, en vue de la cession ultérieure de tout ou partie des actions de cette filiale à un tiers.

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté en projet modifie l'article 62 de la loi coordonnée du 24 décembre 1996 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé pour autoriser l'OCCH à procéder dans le but décrit ci-dessus à l'apport à une filiale de droit privé, soit de son activité de production nouvelle seule, avec les actifs immatériels qui s'y rattachent (goodwill, know-how, personnel), soit, en une ou plusieurs fois, aussi bien de son activité de production nouvelle que de l'intégralité ou d'une partie de son portefeuille-crédits existant, ainsi que des passifs se rattachant aux apports effectués, tout en laissant à la société existante la charge de tout ou partie de son passif existant, principalement à taux fixe, garanti par l'État. Cet article est nécessaire car, si un tel apport se réalise, l'OCCH ne dispensera plus à l'avenir de nouveaux crédits hypothécaires et ne réalisera dès lors plus qu'une partie de son objet social tel que prévu par la loi coordonnée.

En chargeant la Société fédérale de Participations d'organiser l'apport et la cession visés à l'article 62, alinéa 2 nouveau de la loi coordonnée, Vous avez exercé les pouvoirs qui Vous ont été conférés par la loi du 23 avril 1999 relative à l'éventuelle cession par la Société fédérale de Participations de ses actions de l'Office central de Crédit hypothécaire. La disposition du présent arrêté modifiant l'article 65 qui sera commentée ci-après veut que les mesures d'exécution seront préalablement approuvées par les ministres de tutelle de la S.F.P. et le Ministre du Budget. En réponse à l'avis du Conseil d'Etat, il convient d'indiquer qu'elle ne porte pas atteinte à l'exercice, par Votre Majesté, de la plénitude des autres mesures que Vous pourriez prendre en vertu des pouvoirs qui Vous ont été conférés par la loi.

L'article 2 de l'arrêté en projet prévoit l'insertion dans l'article 65 de la même loi coordonnée de deux dispositions transitoires. L'une permet à la S.F.P. d'organiser les opérations d'apport et de cession d'actions évoquées ci-dessus, comme le prévoit l'article 2, alinéa 3, de la loi. Ces opérations seront toutefois soumises au contrôle a priori du Ministre des Affaires économiques, du Ministre des Finances et du Ministre du Budget. Leur autorisation sera également requise si, pour assurer dans le cadre de la réorganisation envisagée le service de la dette garantie par l'Etat, il s'avère nécessaire pour la SFP de souscrire une augmentation de capital complémentaire de l'OCCH en espèces. La seconde disposition transitoire précise que le commissaire du Gouvernement qui est nommé auprès de l'OCCH ne pourra contrôler indirectement les activités de la filiale constituée en vue de sa cession à un tiers qu'aussi longtemps que la majorité des droits de vote de cette filiale est détenue par l'OCCH.

Enfin, l'article 3 du présent arrêté précise que l'exemption fiscale prévue à l'article 83 de la même loi coordonnée vaudra également, pour autant que de besoin, pour l'apport prédécrit et les transmissions d'hypothèques qui en résulteraient. Il s'agit, comme l'indique le vocable « notamment », d'un simple éclaircissement de la portée de l'alinéa unique qui compte actuellement l'article 83.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre,  
Ministre des Affaires économiques et des Télécommunications,  
chargé du Commerce extérieur,

E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,  
J.J. VISEUR

Het U ter ondertekening voorgelegde ontwerp beoogt de verschillende aspecten te regelen van een mogelijke inbreng door het CBHK van het geheel of een gedeelte van zijn activa en passiva in een nieuw op te richten vennootschap naar privaatrecht, met het oog op de latere overdracht van alle of een gedeelte van de aandelen van deze dochtervennootschap aan een derde.

Artikel 1 van het voorgelegde besluit wijzigt artikel 62 van de gecoördineerde wet van 24 december 1996 tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen om het CBHK toe te laten om met het hierboven beschreven doel over te gaan tot de inbreng aan een dochtervennootschap naar privaatrecht, hetzij enkel van zijn nieuwe productieactiviteit, met de daarbij horende immateriële activa (goodwill, know-how, personeel), hetzij, in één of meerdere keren, zowel van zijn nieuwe productieactiviteit als van het geheel of een gedeelte van zijn bestaande kredietportefeuille, alsook van de passiva verbonden met de gedane inbrengen, maar met uitsluiting van het geheel of een gedeelte van het bestaande hoofdzakelijk vastrentende passief, dat met Staatswaarborg werd uitgegeven en bij de bestaande vennootschap zou blijven. Dit artikel is noodzakelijk, want indien een dergelijke inbreng wordt gerealiseerd, zal het CBHK in de toekomst geen nieuwe hypothecaire kredieten meer verstrekken, en zal het dan ook maar een gedeelte meer van zijn maatschappelijk doel, zoals voorzien in de gecoördineerde wet, realiseren.

Door de Federale Participatiemaatschappij er mee te gelasten de inbreng en de overdracht bedoeld in artikel 62 nieuw, tweede lid, van de gecoördineerde wet te organiseren heeft U de machten die de wet van 23 april 1999 betreffende de mogelijke overdracht door de Federale Participatiemaatschappij van haar aandelen van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet U verleent uitgeoefend. De bepaling van dit besluit die artikel 65 wijzigt en die hierna toegelicht zal worden wil dat de uitvoeringsmaatregelen vooraf goedgekeurd worden door de voorgedijministers van de F.P.M. en de Minister van Begroting. In antwoord op het advies van de Raad van State dient erop gewezen dat, de uitoefening door Uwe Majesteit van deze bepaling alle andere maatregelen die U zou kunnen nemen krachtens de U door de wet verleende machten niet aantast.

Artikel 2 van het voorgelegde besluit voorziet de invoeging in artikel 65 van dezelfde gecoördineerde wet van twee overgangsbepalingen. De eerste laat aan de F.P.M. toe om de hierboven vermelde verrichtingen van inbreng en overdracht van aandelen te organiseren zoals voorzien in artikel 2, lid 3 van de wet. Deze verrichtingen zullen desalniettemin onderworpen worden aan de voorafgaandelijke controle van de Minister van Economische Zaken, de Minister van Financiën en de Minister van Begroting. Hun toestemming zal eveneens vereist zijn wanneer, om het beheer van de door de Staat gegarandeerde schuld in het kader van de beoogde reorganisatie te vrijwaren, het voor de F.P.M. nodig blijkt, een bijkomende kapitaalverhoging in geld in het CBHK te onderschrijven. De tweede overgangsmaatregel preciseert dat de bij het CBHK benoemde Regeringscommissaris onrechtstreeks de activiteiten van de aan een derde over te dragen dochtervennootschap van het CBHK slechts zal kunnen controleren zolang de meerderheid van de stemrechten in deze dochtervennootschap in handen zijn van het CBHK.

Tenslotte preciseert artikel 3 van huidig besluit dat de fiscale vrijstelling voorzien in artikel 83 van dezelfde gecoördineerde wet, voor zover als nodig, eveneens geldt voor de hierboven omschreven inbreng en de overdrachten van hypotheke die er het gevolg van zouden zijn. Zoals het gebruik van de woorden « meer bepaald » laat uitschijnen gaat het hier om een loutere toelichting van de draagwijdte van het enige lid dat artikel 83 momenteel telt.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

Vice-Eerste Minister,  
Minister van Economische Zaken en telecommunicatie,  
belast met de buitenlandse handel,

E. DI RUPO

De Minister van Financiën,  
J.J. VISEUR

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 28 avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant, en ce qui concerne l'Office central de crédit hypothécaire, la loi coordonnée du 24 décembre 1996 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé", a donné le 3 mai 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le préambule s'exprime en ces termes :

« (l'urgence est motivée) ... par le fait que les dispositions du présent arrêté doivent être prises immédiatement en vue de permettre à l'Office central de crédit hypothécaire d'apporter, dans les plus brefs délais, tout ou partie de ses actifs et passifs à une société de droit privé en vue de la cession ultérieure à un tiers des actions de cette société; ».

1. Dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 23 avril 1999 relative à l'éventuelle cession par la Société fédérale de participations de ses actions de l'Office central de crédit hypothécaire, il a été expliqué que

« les arrêtés royaux (pris en vertu de l'article 4 de la loi) seront, bien entendu, soumis aux règles de procédure spéciales prévues par l'article 3bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat pour des arrêtés pouvant modifier des dispositions légales (avis obligatoire du Conseil d'Etat même en cas d'urgence, rapport au Roi et communication aux Chambres). » (1).

Or, l'arrêté royal présentement examiné se donne pour fondement juridique, selon son préambule, notamment l'article 4 de la loi du 23 avril 1999.

L'article 3bis préappellé des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat prévoit plus précisément une communication aux Présidents des deux assemblées avant la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*.

En accomplissant cette formalité aujourd'hui alors que la dissolution des Chambres législatives est imminente, le Gouvernement ne peut pas se soumettre à la condition mise par la loi à l'exercice des pouvoirs particuliers dont il dispose.

En l'état, Le texte ne peut donc pas être publié.

2. Si l'article 3 de l'arrêté est redondant, en tant qu'il ajoute un nouvel alinéa à l'article 83 de la loi coordonnée du 24 décembre 1996 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention de participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, par rapport à l'alinéa unique que compte actuellement ledit article, l'article 3 est superflu et doit être omis. S'il constitue une exemption nouvelle, son fondement légal fait défaut.

3. Le régime d'approbation préalable par trois ministres prévu par le projet d'arrêté royal, qui formerait l'article 65, § 3, de la loi coordonnée, ne saurait suppléer l'exercice, par le Roi, de la plénitude des pouvoirs que la loi lui a conférés en vue de la privatisation de l'OCCH.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, conseiller d'Etat, président;

P. Lienardy, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

P. Gothot, J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. Brouwers, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

—  
Note

(1) Doc. parl., Chambre des représentants, 1748/1 - 97/98, p. 3.

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 april 1999 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de gecoördineerde wet van 24 december 1996 tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen met betrekking tot het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet", heeft op 3 mei 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de aanhef aldus :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid die haar oorsprong vindt in het feit dat de bepalingen van dit besluit onmiddellijk moeten genomen worden teneinde het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet toe te laten om het geheel of een gedeelte van zijn actief en passief in te brengen in een privaatrechtelijke vennootschap met het oog op de latere overdracht van de aandelen van deze vennootschap aan een derde; ».

1. In de memorie van toelichting van het ontwerp, dat de wet van 23 april 1999 is geworden betreffende de mogelijke overdracht door de federale participatiemaatschappij van haar aandelen van het centraal bureau voor hypothecair krediet, is erop gewezen dat :

« op de (...) koninklijke besluiten (uitgevaardigd krachtens artikel 4 van de wet) (...) vanzelfsprekend de bijzondere procedurevoorschriften van toepassing (zijn) die artikel 3bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalt voor besluiten die wettelijke bepalingen kunnen wijzigen (verplicht advies van de Raad van State zelfs in geval van hoogdringendheid, verslag aan de Koning en mededeling aan de Kamers). » (1).

In de aanhef ervan geeft het thans voorliggende koninklijk besluit echter voor onder meer te steunen op artikel 4 van de wet van 23 april 1999.

Het bovengenoemde artikel 3bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorziet meer bepaald in een mededeling aan de voorzitters van de twee wetgevende vergaderingen voordat het besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Door dat vormvoorschrift vandaag te vervullen, terwijl de ontbinding van de Wetgevende Kamers nakend is, kan de Regering niet voldoen aan de voorwaarde die de wet heeft gesteld aan de uitoefening van de bijzondere machten waarover zij beschikt.

Bij deze stand van zaken kan de tekst dus niet worden bekendgemaakt.

2. Indien artikel 3 van het besluit, voor zover het een nieuw lid toevoegt aan artikel 83 van de gecoördineerde wet van 24 december 1996 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen, het enige lid dat dit artikel thans telt, overlapt, is het overbodig en moet het vervallen. Indien het een nieuwe vrijstelling vormt, is daarvoor geen rechtsgrond voorhanden.

3. De in het koninklijk besluit vastgestelde regeling betreffende de voorafgaande goedkeuring door drie ministers, die als artikel 65, § 3, in de gecoördineerde wet zou worden opgenomen, kan niet in de plaats komen van de uitoefening door de Koning van de volle bevoegdheid die Hem bij wet is toevertrouwd met het oog op de privatisering van het CBHK.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Y. Kreins, staatsraad, voorzitter;

P. Lienardy, P. Quertainmont, staatsraden;

P. Gothot, J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. Brouwers, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. Lienardy.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

—  
Nota

(1) Gedr. St., Kamer van volksvertegenwoordigers, 1748/1-97/98, blz. 3.

**3 JUIN 1999. — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne l'Office central de crédit hypothécaire, la loi coordonnée du 24 décembre 1996 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi coordonnée du 24 décembre 1996 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention de participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé;

Vu la loi du 23 avril 1999 relative à l'éventuelle cession par la Société fédérale de Participations de ses actions de l'Office central de crédit hypothécaire, notamment ses articles 2 et 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 avril 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 21 avril 1999 :

Vu l'urgence, motivée par le fait que les dispositions du présent arrêté doivent être prises immédiatement en vue de permettre à l'Office central de crédit hypothécaire d'apporter, dans les plus brefs délais, tout ou partie de ses actifs et passifs à une société de droit privé en vue de la cession ultérieure à un tiers des actions de cette société;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie et des Télécommunications, chargé du Commerce extérieur et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 62 de la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré après le premier alinéa :

« Nonobstant l'alinéa premier, la société est autorisée, moyennant l'approbation visée à l'article 64, alinéa 6, à apporter en une ou plusieurs fois tout ou partie de ses actifs et passifs, en ce compris son activité hypothécaire, les contrats en cours et les engagements hors bilan, à une société anonyme de droit privé en vue de la cession ultérieure à un tiers des actions de cette société. »

**Art. 2.** A l'article 65 de la même loi, les paragraphes suivants sont insérés après le deuxième paragraphe :

« § 3. L'apport et la cession visés à l'article 62, alinéa 2 de la présente loi sont organisés par la Société fédérale de Participations qui pourra, en cas de besoin, souscrire à cet effet une augmentation de capital en espèces de l'Office central de crédit hypothécaire. Les actes et conventions se rattachant à ces opérations seront passés par l'Office central de crédit hypothécaire ou par la Société fédérale de Participations, selon le cas, et seront préalablement approuvés par le Ministre des Affaires économiques, le Ministre des Finances et le Ministre du Budget.

§ 4. Le commissaire du Gouvernement nommé conformément à l'article 64 ne pourra exercer son contrôle sur les activités de la société anonyme de droit privé visée à l'article 62, alinéa 2, qu'aussi longtemps que l'Office central de crédit hypothécaire détiendra la majorité des droits de vote dans cette société. »

**3 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van de gecoördineerde wet van 24 december 1996 tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen met betrekking tot het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gecoördineerde wet van 24 december 1996 tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen;

Gelet op de wet van 23 april 1999 en inzonderheid op artikelen 2 en 4, betreffende de mogelijke overdracht door de Federale Participatiemaatschappij van haar aandelen van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 19 april 1999;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 21 april 1999 :

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die haar oorsprong vindt in het feit dat de bepalingen van dit besluit onmiddellijk moeten genomen worden teneinde het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet toe te laten om het geheel of een gedeelte van zijn actief en passief in te brengen in een privaatrechtelijke vennootschap met het oog op de latere overdracht van de aandelen van deze vennootschap aan een derde;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 3 mei 1999 in toepassing van artikel 84, lid 1, 2<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3bis, § 1;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister, Minister van Economie en Telecommunicatie, belast met de Buitenlandse Handel en Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 62 van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector en van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen wordt, na het eerste lid, een nieuw lid, dat luidt als volgt, ingevoegd :

« Niettegenstaande het eerste lid, is het de vennootschap toegelaten om, met de goedkeuring voorzien in artikel 64, lid 6, het geheel of een gedeelte van haar actief en passief, met inbegrip van haar hypothecaire activiteit, de lopende overeenkomsten en de niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen, in één of meerdere keren in te brengen in een naamloze vennootschap naar privaatrecht, met het oog op de latere overdracht aan een derde van de aandelen van deze vennootschap. »

**Art. 2.** In Artikel 65 van dezelfde wet, worden de volgende paragrafen ingevoegd, na de tweede paragraaf :

« § 3. De inbreng en de overdracht bedoeld in artikel 62, alinea 2 van de huidige wet worden georganiseerd door de Federale Participatiemaatschappij, die in dit opzicht, indien nodig, gemachtigd wordt in te schrijven op een kapitaalsverhoging in geld van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet. De akten en overeenkomsten met betrekking tot deze verrichtingen worden, al naar gelang, verleden door het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet of door de Federale Participatiemaatschappij en worden voorafgaandelijk goedgekeurd door de Minister van Economische Zaken, de Minister van Financiën en de Minister van Budget. »

§ 4. De regeringscommissaris benoemd overeenkomstig artikel 64 zal zijn controle over de bedrijvigheden van de naamloze vennootschap naar privaatrecht bedoeld in artikel 62, lid 2, slechts kunnen uitoefenen zolang het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet de meerderheid van de stemrechten in deze vennootschap uitoefent. »

**Art. 3.** A l'article 83 de la même loi, un nouvel alinéa, rédigé comme suit, est inséré après le premier alinéa :

« Cette exemption vaut notamment pour les actes, conventions, apports et transmissions d'hypothèques se rattachant aux opérations visées à l'article 62, alinéa 2 de la présente loi. »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Notre Ministre de l'Economie et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1999.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,  
Ministre de l'Economie et des Télécommunications,  
chargé du Commerce extérieur,

E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

**Art. 3.** In artikel 83 van dezelfde wet wordt een nieuw lid, dat luidt als volgt, ingevoegd na het eerste lid :

« Deze vrijstelling geldt meer bepaald voor de akten, overeenkomsten, inbrengen en overdrachten van hypotheeken met betrekking tot de verrichtingen bedoeld in artikel 62, lid 2 van de huidige wet. »

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 5.** Onze Minister van Economie en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juni 1999.

**ALBERT**

Van Koningswege :

Vice-Eerste Minister,  
Minister van Economie zaken en Telecommunicatie,  
belast met de Buitenlandse Handel,

E. DI RUPO

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

F. 99 — 2544

[S - C - 99/03451]

**17 JUIN 1999**

**Arrêté royal relatif au personnel informatique  
du Ministère des Finances**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter des agents des administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 19 janvier 1972, 18 juillet 1972, 11 octobre 1973, 7 décembre 1973, 25 juillet 1974, 10 octobre 1974, 19 novembre 1974, 30 juin 1975, 9 janvier 1976, 10 février 1976, 30 mars 1976, 30 juillet 1976, 15 mars 1977, 15 avril 1977, 7 octobre 1977, 31 octobre 1977, 23 juin 1978, 13 novembre 1978, 14 novembre 1978, 11 décembre 1978, 5 juin 1979, 4 février 1980, 11 décembre 1980, 2 mars 1981, 26 mars 1982, 27 janvier 1983, 9 septembre 1983, 8 décembre 1983, 2 mai 1984, 31 août 1984, 9 octobre 1984, 16 janvier 1985, 9 avril 1985, 21 mars 1986, 11 juin 1986, 22 juin 1988, 21 février 1989, 14 août 1989, 5 décembre 1989, 22 juin 1990, 6 août 1990, 13 août 1990, 9 janvier 1991, 18 janvier 1991, 16 juillet 1991, 16 septembre 1991, 26 septembre 1991, 17 octobre 1991, 23 octobre 1991, 4 mai 1992, 22 octobre 1992, 15 janvier 1993, 14 avril 1993, 2 juillet 1993, 1<sup>er</sup> décembre 1993, 10 novembre 1994, 2 mars 1995, 13 février 1996, 10 mai 1996, 10 juin 1996, 10 juillet 1996, 20 décembre 1996, 31 janvier 1997, 21 février 1997, 6 juillet 1997, 1<sup>er</sup> mars 1998, 28 avril 1998, 18 décembre 1998 et par l'arrêté royal du 5 juillet 1999 publié au *Moniteur belge* de ce jour;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1997 fixant le statut pécuniaire du personnel du Ministère des Finances, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère des Finances donné le 23 avril 1999;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné les 4 et 25 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 27 avril 1999;

Vu le protocole de négociation du 9 juin 1999 du Comité de secteur II - Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

N. 99 — 2544

[S - C - 99/03451]

**17 JUNI 1999**

**Koninklijk besluit betreffende het informaticapersoneel  
van het Ministerie van Financiën**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijkbesturen titularis kunnen zijn;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 januari 1972, 18 juli 1972, 11 oktober 1973, 7 december 1973, 25 juli 1974, 10 oktober 1974, 19 november 1974, 30 juni 1975, 9 januari 1976, 10 februari 1976, 30 maart 1976, 30 juli 1976, 15 maart 1977, 15 april 1977, 7 oktober 1977, 31 oktober 1977, 23 juni 1978, 13 november 1978, 14 november 1978, 11 december 1978, 5 juni 1979, 4 februari 1980, 11 december 1980, 2 maart 1981, 26 maart 1982, 27 januari 1983, 9 september 1983, 8 december 1983, 2 mei 1984, 31 augustus 1984, 9 oktober 1984, 16 januari 1985, 9 april 1985, 21 maart 1986, 11 juni 1986, 22 juni 1988, 21 februari 1989, 14 augustus 1989, 5 december 1989, 22 juni 1990, 6 augustus 1990, 13 augustus 1990, 9 januari 1991, 18 januari 1991, 16 juli 1991, 16 september 1991, 26 september 1991, 17 oktober 1991, 23 oktober 1991, 4 mei 1992, 22 oktober 1992, 15 januari 1993, 14 april 1993, 2 juli 1993, 1 december 1993, 10 november 1994, 2 maart 1995, 13 februari 1996, 10 mei 1996, 10 juni 1996, 10 juli 1996, 20 december 1996, 31 januari 1997, 21 februari 1997, 6 juli 1997, 1 maart 1998, 28 april 1998, 18 december 1998 en bij het koninklijk besluit van 5 juli 1999 heden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van het Ministerie van Financiën, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van Financiën, gegeven op 23 april 1999;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 4 en 25 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 27 april 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 27 april 1999;

Gelet op het overlegprotocol van 9 juni 1999 van het Sectorcomité II - Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;